

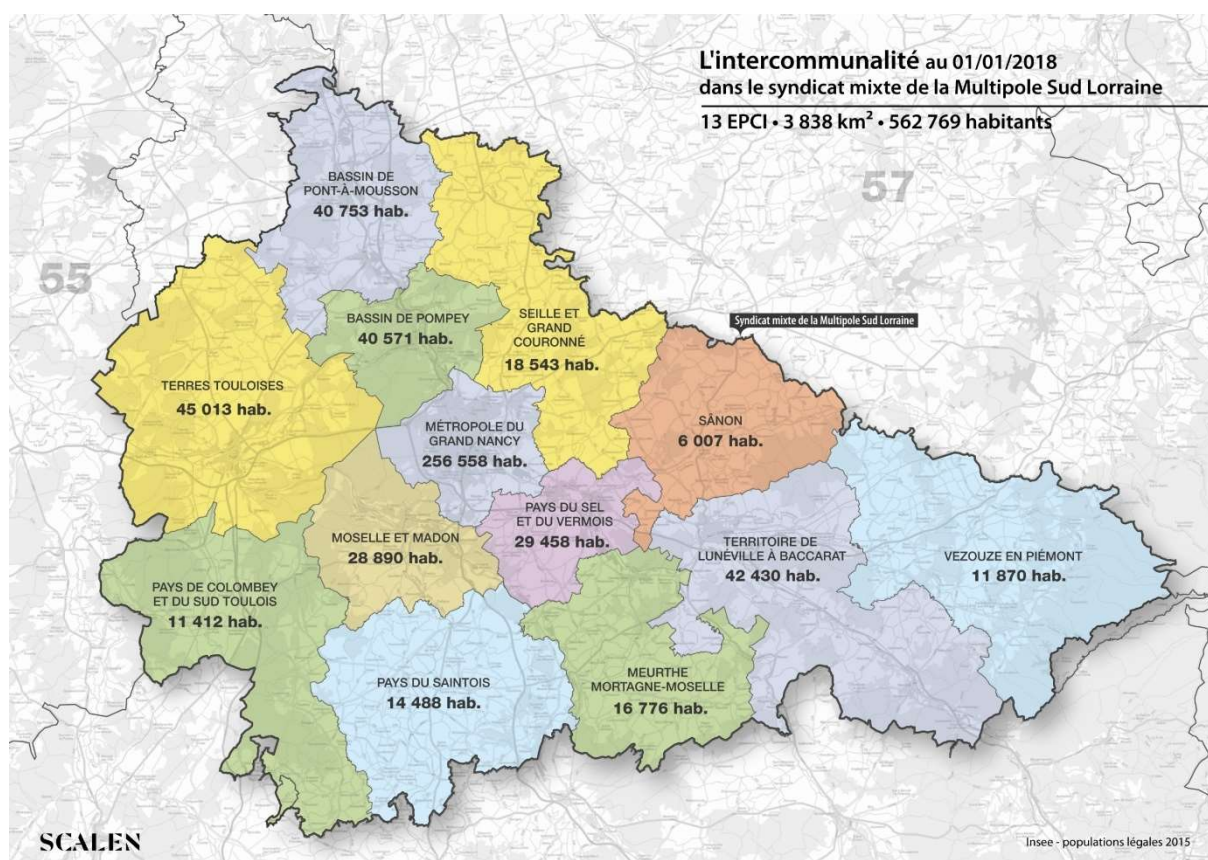


Les laboratoires d'usage (Labo CAP) dans la démarche *De La Dignité Dans Les Assiettes*



Pays Terres de Lorraine, février 2021

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DU SUD MEURTHE ET MOSELLAN



Un Projet Alimentaire Territorial (PAT) est une démarche territoriale qui cherche à rapprocher les productions agricoles de leurs consommateurs, et à améliorer l'alimentation dans ses multiples dimensions : santé, sociale, environnementale, économique, citoyenne.

Il est déployé :

Pour des raisons économiques

Créer des activités et des emplois en tirant parti du potentiel de consommation locale, par l'installation et la diversification d'exploitations agricoles.

Valoriser localement les productions primaires et maîtriser davantage leur commercialisation.

Développer les maillons manquants de la chaîne économique : organiser les filières.

Pour des raisons sociales et sociétales

Renforcer la santé des habitants grâce à une alimentation plus saine, renouer avec une proximité perdue avec l'aliment et celui qui le produit, permettre aux personnes vulnérables d'accéder dignement aux standards de consommation actuels.

Pour des raisons environnementales

Réduire la quantité de déchets et soutenir les productions agricoles plus respectueuses de l'environnement (bio, agroécologie).

Les points d'attention particuliers en Terres de Lorraine :

- **Changer d'échelle en amplifiant la dynamique des circuits courts**, encourager sa diffusion auprès des exploitations traditionnelles du socle polyculture élevage
- **Favoriser l'accès de tous**, y compris des plus fragiles, à une alimentation de qualité en générale, aux productions locales en particulier
- **Jeter moins, manger mieux**, se mobiliser autour de l'enjeu d'une alimentation saine dans le cadre des contrats locaux de santé, lutter contre le gaspillage

La démarche *De la dignité dans les assiettes* :

**Permettre aux plus fragiles d'accéder à une alimentation de qualité,
de façon digne et durable**

La démarche a été initiée par ATD Quart-Monde sur Terres de Lorraine en 2016, à la demande et avec des élus de Terres de Lorraine. Les élus ont priorisé **l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité**, dès le démarrage du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Le point de départ

Une étude nationale¹ réalisée par Magali Ramel et Huguette Boissonnat Pelsy, Chantal Sibue de Caigny, Marie France Zimmer pour ATD Quart monde de 2011 à 2015, a mis en lumière :

- **La faible maîtrise de leur alimentation par les personnes qui vivent dans la précarité** : peu de possibilités de choix recours aux produits de basse qualité, dépendance au don alimentaire, le budget alimentation est celui de l'ajustement à la précarité, il est le premier à baisser sinon à disparaître
- **La gêne voire la honte de ne pas être autonome pour soi et sa famille**, face à la société marquée par la consommation.
- **L'isolement, la discrimination** : au-delà de son rôle nourricier, l'alimentation joue un rôle social de premier plan dans la société française (repas avec des amis et la parenté, fêtes traditionnelles, invitations, vie sociale...) et permet d'assumer son rôle dans les différentes strates de notre *vivre ensemble*. Ne plus craindre la précarité alimentaire permet de retrouver sa place de citoyens.

Des expérimentations concrètes dans un objectif : construire un cadre favorable au développement d'initiatives et à l'émergence d'un système alimentaire qui garantissent un accès à l'alimentation digne, durable et de qualité pour tous.

Comment et qui ? La démarche associe une pluralité d'acteurs du territoire : producteurs, chambre d'agriculture, collectivités, CCAS, associations, centre socio-culturel, médiathèque, maison des solidarités, citoyens... Une attention particulière est donnée à la place et la participation des personnes qui connaissent la précarité alimentaire.

¹ <https://www.decitre.fr/livres/se-nourrir-lorsqu-on-est-pauvre-9791091178358.html>

Des fondations pour une action dans la durée

- **Un conseil multi-partenarial** ayant pour rôle de suivre, orienter et évaluer le projet sur le territoire au regard de la charte. Un collectif d'organismes (associations, collectivités, CCAS, centre social), de producteurs et d'habitants certains en grande précarité au sein duquel chacun contribue aux réflexions et aux actions.
- La mise en place progressive de **laboratoire d'usage** pour permettre la pleine place et participation des habitants et citoyens à la démarche, dans une recherche de démocratie alimentaire. Élaborer des constats, faire l'analyse des actions et être force de proposition tels sont les objectifs de ces laboratoires.

Une charte commune pose les principes fondamentaux de la démarche. Elle est un outil pour interroger les pratiques, sensibiliser aux enjeux et repérer et promouvoir des actions alimentaires qui y répondent. Son écriture collaborative par le conseil multi-partenarial, en 2017, a posé les fondements de la constitution progressive d'une gouvernance alimentaire.

Elle a été cosignée lors du forum du 8 mars 2019, par des personnes rassemblées autour du Projet Alimentaire Territorial décliné en Terres de Lorraine. C'est un outil pour interroger les pratiques, sensibiliser aux enjeux d'un accès digne et durable à l'alimentation et permettre de repérer et de promouvoir des actions alimentaires répondant à ces principes. Elle est ouverte à tous ceux qui veulent rejoindre dans cette démarche. Les signataires de cette charte se retrouvent autour de ces principes dans la mise en œuvre d'actions alimentaires :

- **Accès digne** : un droit fondamental. La perte de dignité, la honte, la perte de fierté représentent quelques-uns des principaux points évoqués par les personnes en situation de précarité alimentaire, du fait de devoir demander de l'aide pour se nourrir et/ou du fait des conditions d'accès.
- **Accès durable** : au sens du développement durable (économique, social et écologique) et au sens du long terme dans l'action.
- **Alimentation de qualité, de toutes les qualités** : l'alimentation dans toutes ses dimensions : santé et environnementale mais aussi dans sa dimension sociale, gastronomique, familiale, sociétale...
- **Pour permettre l'inclusion sociale et citoyenne de tous** : promouvoir pour tous un rôle d'acteur de son alimentation – et non pas de bénéficiaire. Cela implique la co-construction et la mixité sociale des projets.

Les signataires de la Charte veulent promouvoir et créer une dynamique qui mette en œuvre ces 11 principes dans les actions alimentaires, dont les formes et les modalités sont variées.

1. Une alimentation pensée comme un **bien commun** pour tous
2. Une **solidarité et une entraide** entre tous citoyens
3. La **non-stigmatisation et la non-discrimination** et l'importance de la **mixité sociale**
 - Si les actions ont pour objectif la lutte contre le gaspillage alimentaire, la mise à disposition des rebuts alimentaires doit être adressée à tous
4. Une **démarche participative** : ne pas faire pour mais avec les personnes
 - Une participation volontaire qui laisse à chacun le choix de son engagement (L'absence d'injonction et d'obligation d'assister à des activités pour obtenir de l'aide)
 - Une démarche qui respecte la confidentialité et la vie privée de toute personne
 - Une démarche qui ne cible pas un groupe de bénéficiaire mais est ouverte à tous
 - Une démarche qui valorise toute forme de participation
5. Une alimentation **saine en quantité suffisante, de qualité et respectueuse de l'environnement**
6. **Respecter le choix, le goût et les cultures alimentaires de chacun** et (re)trouver et valoriser **le plaisir et la convivialité de l'alimentation**
7. Un **circuit commercial digne et durable pour les producteurs, les distributeurs et consommateurs**
8. L'accès à la **connaissance, l'information et au savoir relatifs à l'alimentation** (nutritionnel et culinaire) et permettre un **choix éclairé** pour tous en **s'adaptant et en respectant les réalités de chacun**
9. La volonté de **repenser les contrôles opérés** et faire en sorte qu'ils soient tous **respectueux de la personne et de sa vie privée**
10. Des **passerelles** à créer entre les mesures qui relèvent de l'urgence, du moyen terme et du long terme pour atteindre l'autonomie alimentaire de chacun
11. Favoriser la rencontre entre les différents acteurs pour dépasser les incompréhensions, les préjugés et co-construire les actions

Des actions, des expérimentations, des projets

Achat groupé : un pari gagnant-gagnant, Emplettes et Cagettes

Une première expérience d'achat groupé a eu lieu à Toul en décembre 2017. Près de deux tonnes de pommes de terre et de carottes ont été achetées par 100 familles à un maraîcher du territoire. Pour beaucoup, il s'agissait de leur premier achat de produits frais locaux. Une seconde fois, des mirabelles ont été achetées à un arboriculteur local par 50 familles.

Emplettes et Cagettes est l'association montée fin 2019 pour construire une solution pérenne pour satisfaire l'attente des consommateurs et poursuivre les relations avec les producteurs. L'opération d'Emplettes et Cagettes « on garde la patate » en décembre 2020 a permis d'accéder à une tonne de pommes de terre d'un producteur en conversion bio. Elles ont été acquises par des structures de lutte contre la précarité alimentaire, des membres d'Emplettes et Cagettes et de membres de laboratoires d'usages qui ont pu aller les chercher directement à la ferme.

Co-formation : « Et si nous parlions ensemble d'aide alimentaire ? »

Cette action de co-formation a permis de revisiter l'aide alimentaire avec les acteurs concernés. Elle a associé professionnels, bénévoles et usagers de l'aide alimentaire pour élaborer de nouvelles réponses aux attentes des usagers. Elle s'est tenue fin 2018 à Toul en deux journées de travail, avec une méthode d'animation originale participative.

Collectif « Grains de sel » : revisiter ensemble l'aide alimentaire... et explorer les passerelles

Un collectif s'est créé suite à la co formation afin de profiter de cette dynamique de groupe qui a débouché sur deux axes de travail : la qualité alimentaire et la qualité de l'accueil humain. Des réunions régulières ont eu lieu pendant un an à Toul, pour apprendre à se connaître, et pour faire de la place à la parole des bénéficiaires, dans ces discussions. Un rapport d'étonnement a été écrit, pour aborder en douceur, dans le respect de chacun, ce qui interpelle les uns et les autres dans les distributions alimentaires locales après des visites croisées. Un flyer a été créé, présentant les lieux et les acteurs de lutte contre la précarité alimentaire sur le territoire de Toul. Il décrit les procédures possibles, permettant de s'orienter, avec trois situations identifiées.



Plusieurs personnes ont manifesté leur intérêt pour reproduire cette démarche localement, sur le territoire Terres de Lorraine voire plus loin.

Réflexions et actions sur les jardins nourriciers

Accompagnement à l'émergence de projets sur le territoire, en lien avec le réseau Agriculture urbaine et précarité d'Agro Paritech².

- **Les jardins nourriciers** : revenir à l'utilisation des **terres communales** pour cultiver ensemble ses légumes et se nourrir et en donner à ceux qui en ont besoin.
- Un **réseau d'échange et de savoir** entre tous les jardins nourriciers et partagés du territoire.

Capitalisation les actions par la documentation pour l'essaimage

Documenter les actions alimentaires en lien avec le collectif, et celles qui font écho à la Charte, sur le territoire Terres de Lorraine et sur les lieux voisins. Les synthèses sont utiles d'une part pour leurs acteurs, qui peuvent prendre le temps de la réflexion et de **l'analyse des pratiques** au regard de la Charte, et d'autre part pour des personnes qui souhaitent **s'en inspirer** pour développer de nouvelles actions alimentaires.

Une pièce de théâtre pour parler de l'accessibilité sociale de l'alimentation



Les mots de la faim est une pièce de théâtre sur l'accessibilité de l'alimentation, qui questionne notre société sur la précarité alimentaire. Elle est mise en scène par Dominique Farci et Adrien Gusching, qui en a écrit le texte. Ce texte vient directement des tranches d'histoires de vies de personnes interviewées fin 2019. Depuis, 14 acteurs amateurs, qui ont pour la plupart eux-mêmes racontés leur expérience vécue, répètent régulièrement. Le spectacle, si les conditions sanitaires le permettent, sera monté en automne 2021.

² <https://www.terraceus.org/lagriculture-urbaine-pour-les-populations-precaires/>

Recueil de mots et d'expressions : ça veut dire quoi « Manger dignement » ?



Lors du forum *De la dignité dans les assiettes* le 8 mars 2019 à Toul, l'association Citoyens & Territoires du Grand Est a proposé aux participants de répondre en quelques mots, sur des petites cartes, à la question « Mais au fait : ça veut dire quoi *Manger dignement* ? ».

Les réponses ont donné lieu à une criée publique des Perroqueurs du Théâtre de Cristal. **Se nourrir – Choisir – Accéder – Contribuer – Partager – Respecter – Exister – Militer** : des verbes qui ont été développés dans tous les sens, par la parole collective.

Capsules vidéo Cocktail (CC2T)

Avec 12 épisodes pour sa première saison en 2020, cette série de courtes vidéos traite de sujets pouvant conduire à la discrimination. « *Une dose de clichés, deux pincées d'idées reçues, une larme de méconnaissances et un soupçon de stéréotypes ! Loin des discours moralisateurs, les vidéos abordent des thématiques clivantes avec légèreté et humour* ».³



Contribution à la constitution d'un observatoire de la précarité alimentaire

En 2021, le groupe ressource de la démarche travaille à la préfiguration d'un observatoire sur les dynamiques d'accès à l'alimentation. Par sa structuration et sa nature expérimentale, cet Observatoire vise à créer un cadre pour susciter l'analyse, la réflexion, la recherche et l'essaimage d'indicateurs guidant les actions de lutte contre la précarité alimentaire vers l'accès digne et durable de tous à une alimentation de qualité.

Laboratoires d'usage : Labo CAP

L'acronyme « CAP » oriente les groupes de parole sur le recueil des Constats, Analyses et Propositions des habitants. Les prises de parole en groupe sont suivies d'actions, et de remontées aux décideurs politiques et aux responsables des projets étudiés sur le terrain. Depuis le début de la démarche *La dignité dans les assiettes*, des travaux sont menés en laboratoires d'usage. La méthode part de l'expérience des personnes regroupées sur leur accès à l'alimentation et sur leur participation aux différents axes de la démarche.

En 2021, neuf laboratoires suivent les actions et les enrichiront de leurs propositions. Ces travaux se dérouleront tout au long de l'année. L'ensemble des laboratoires se réuniront lors de plénières durant l'année 2021 pour travailler des thèmes d'actualité en lien avec la lutte contre la précarité alimentaire. Des journées de formation à l'animation de ces laboratoires sont prévues pour la fin de l'année, afin de diffuser la méthode sur le territoire.

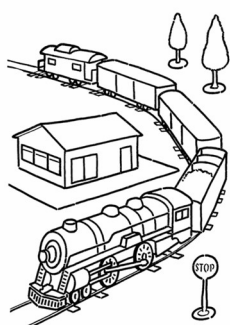
³ <https://www.youtube.com/playlist?list=PLwJMyHLE-AbkKqf8yHRFi5ba-vjoY5mY2>

Garder le cap de la Charte de la démarche, dans les actions

Garder le cap, c'est se donner les moyens des Constats, des Analyses et des Propositions. C'est une préoccupation essentielle des acteurs de cette démarche, pour que les plus pauvres ne soient pas oubliés, pour que la charte qui sous-tend cette action soit respectée et pour que les objectifs de ce projet soient atteints.

C'est ce que disent des participants lors d'une audition au Conseil économique et social⁴ en février 2020 : « *Que tous en bénéficient. Si on fait un PAT, c'est fait pour tous. Vous connaissez l'histoire de la pile d'assiettes qui est au bord de la table, en déséquilibre. Si vous prenez l'assiette du milieu, la pile tombe. Il faut toujours prendre l'assiette du fond avec la pile, il faut toujours partir des plus fragiles pour que ça bénéficie à toutes et tous. C'est un peu ce qu'on a voulu faire. Les projets sont faits pour garantir aux gens qui sont les plus vulnérables : la qualité, la quantité et surtout le choix des produits que l'on prend* ». Viviane Tirlicien, militante ATD Quart-Monde, explique :

« C'est le choix qui est important, et aussi le fait de les payer, même si c'est une petite somme. Il faut que ce soit du gagnant/gagnant. L'agriculteur ne doit pas perdre, car il a travaillé et a produit quelque chose. L'acheteur, qui est vulnérable et qui ne peut pas se permettre ce genre de produits d'habitude, là, il a de la qualité. C'est du gagnant/gagnant.



Ce plan alimentaire territorial, je le compare à un développement d'une ligne ferroviaire. Vous allez tout de suite comprendre pourquoi. Pour faire une ligne de train, il faut que certains décideurs en prennent la décision, qu'ils aient la volonté de le mettre en place.

Il faut en avoir le financement, bien sûr. Il faut connaître le trajet et la population que l'on veut embarquer. Il faut également avoir posé des rails. Il faut avoir une locomotive, des wagons, des personnes dans les wagons. Après, il faut également avoir des gares. Tout cela doit être mû par de l'énergie. »

Pour embarquer tout le monde dans un voyage en train, il faut d'abord qu'il y ait des rails : savoir où l'on va, si tous sont d'accord pour cette destination. C'est la signature d'une charte ensemble, agriculteurs, politiques, citoyens, associations, avec douze points qui nous servent

⁴ CESE : Audition du mercredi 12 février 2020, devant la section de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation, concernant la saisine « **Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires** » dont Mme Florence Denier-Pasquier et M. Albert Ritzenthaler sont les rapporteurs.

<https://www.lecese.fr/content/alimentation-durable-le-cese-adopte-son-avis>

<https://www.lecese.fr/content/huguette-boissonnat-pelsy-atd-quart-monde-alimentation-durable>

de repère, de base pour élaborer nos indicateurs, de moteur pour repérer et soutenir des actions. Il faut avoir une bonne locomotive. Les wagons sont déjà sur le territoire. Il y a beaucoup d'actions de groupes, d'associations, de contacts locaux écologiques et solidaires, de santé, un contrat local de santé.

Il faut du carburant pour faire fonctionner ce train. Le territoire a énormément de capacités, de dynamisme et d'énergie pour embarquer tout le monde, car c'est le territoire d'un grand homme, Michel Dinet. Il disait que « **le développement local, ce n'est pas le développement local. Le territoire, ce n'est pas un terrier. C'est un lieu de vie, un lieu d'envie, un lieu de projet** ». Pour que tous puissent avoir accès à notre train, ne rêvons pas, nous devons aller chercher les invisibles, les plus éloignés, les plus fragiles. Nous devons travailler ensemble sur le droit à l'alimentation inscrit dans ces droits humains, peu connus et respectés. Jean Jaurès disait : « **aller à l'idéal en comprenant le réel** ».

Construisons ensemble les gares pour réaliser un accès digne et durable. **Emplettes et Cagettes** pour les achats groupés ; **Grain de sel** revisite l'aide alimentaire pour la dignité et la durabilité, en co-construction avec les usagers ; un **accès à la terre nourricière**, avec des parcelles communales redonnées aux citoyens ; le **théâtre** ; les **capsules vidéo** ; les **observations** ; les **veilles** ; pour faire savoir, pour dire, pour donner les mots des professionnels et des personnes : des **laboratoires d'usage** où les voyageurs, habitants du territoire, viennent se parler et en parler.

Quelle est la destination finale ? C'est « de permettre à tous, avec les plus démunis, un accès digne et durable à une alimentation de toutes les qualités, une alimentation nutritionnelle bien sûr, une alimentation durable au sens de développement durable, mais durable aussi dans le temps, qui n'est pas interrompue. Une alimentation avec une qualité sociale, sociétale et une qualité solidaire.

Garder le CAP c'est veiller à ne pas sortir des rails et veiller à garder du carburant pour faire fonctionner le train de cette démarche. Pour cela nous devons prendre le temps, l'énergie et les moyens de poser avec les participants les **Constats - Analyses – Propositions**.

Mise en place des laboratoires d'usage (les labos CAP)

Un groupe de parole pour favoriser la participation active

Le laboratoire d'usage est un groupe de parole chargé d'évaluer, d'améliorer et d'aider à pérenniser les actions engagées dans le cadre de la démarche. Il a pour objectif de recueillir l'avis des personnes participantes sur les actions entreprises dans le cadre de cette démarche, afin d'éviter un décalage entre les intentions et le vécu des personnes. Il vise plus largement à favoriser la participation active d'habitants du territoire connaissant des situations de précarité à cette démarche territoriale d'accessibilité de l'alimentation. Le groupe de parole constitue un des espaces de réflexion et de préparation des actions, en complémentarité du comité multi partenarial.

Qui peut participer à un laboratoire d'usage ?

Toute personne volontaire et motivée par la démarche engagée sur le territoire est la bienvenue. Il s'agit prioritairement mais non exclusivement de personnes vivant des situations de pauvreté. Leur avis est important afin d'améliorer l'action, d'entendre leurs propositions, et de faciliter leur participation active.

Il faut être disponible sur les temps d'échanges prévus, en présentiel si possible. Le déplacement peut être organisé au besoin. Les labos durent entre 1 et 2 heures. Des « pré-labos » sont organisés pour que les personnes qui souhaitent se joindre au projet, aient une première approche en douceur.

Les groupes sont optimaux entre 8 et 12 personnes, pour les « grands labos ». Les « pré-labos » (qui se regroupent ensuite pour les grands labos) peuvent accueillir entre 2 et 8 personnes. Si les personnes se connaissent d'avance, la discussion en est facilitée, mais il est aussi tout à fait possible de rejoindre un labo déjà constitué.

Un lien préalable avec la démarche, par le collectif ou par l'une des actions liées à la démarche, aidera à se repérer et à analyser les actions. Il est aussi possible d'entrer dans la démarche par un labo CAP, et par la suite de rejoindre l'une des actions... voire de participer à créer, en suite directe d'un labo, une action ponctuelle (comme un glanage) ou dans la durée (comme un groupe de veille sur les prix bas alimentaires).

Contacts

Pour des informations ou une prise de contact : Sophie HEGE, chargée de projets alimentaires dignes et durables pour le Pays Terres de Lorraine - 07 49 09 52 66 – sophie.hege@terresdelorraine.org

Pour rejoindre ou monter un groupe de labo CAP : passez par vos contacts habituels de votre CCAS/CIAS, votre MDS, ou toute structure en lien avec la démarche (centre socio-culturel, chantier d'insertion, SESIT Toul, Francas, Croix-Rouge, Secours Catholique, AGAFAB, Relais Familles...).

